

gueur, c'est-à-dire, le système de prélever des taxes sur le peuple, non pas pour les besoins légitimes de l'administration, mais pour l'enrichissement d'une classe privilégiée, doit être dénoncé sans merci. Qu'il soit bien compris, que de ce moment, la lutte est engagée sur un principe bien défini entre nous et le parti au pouvoir. L'idéal de nos adversaires, c'est la protection; notre idéal, c'est le libre-échange. Leur objet immédiat, c'est la protection, le nôtre, c'est un tarif de revenu seulement.

Je pourrais continuer à lire, c'est beau. Un tarif de revenu seulement! L'honorable premier ministre avait sans doute dans l'esprit ce qu'il allait faire en arrivant au pouvoir, les grandes dépenses dans lesquelles il allait se lancer. Sans doute, il pensait alors à augmenter les dépenses d'administration à un degré qui n'a pas encore été atteint dans le pays. Je comprends bien que, dans le temps, il s'attendait à avoir dans son cabinet le ministre des Travaux publics qui dit: "Attendez et vous verrez ce que nous ferons une autre année"; qui borne son ambition à gaspiller les deniers publics,—et c'est pour cela que l'orateur que je viens de citer se prononçait en faveur d'un tarif de revenu seulement.

Il y a, dans ce livre, un autre discours très intéressant, c'est celui du vaillant chevalier d'Oxford-sud, le ministre du Commerce. Voici ce que disait ce dernier :

Je puis dire immédiatement que pas un homme qui s'est donné la peine d'étudier le fonctionnement du système protecteur ne manquera d'approuver la déclaration que je fais, à savoir que, "libre-échange" et "protection" sont deux mots contradictoires. Vous ne pouvez avoir de véritable liberté sous un système protecteur dont le résultat est de créer une classe privilégiée et de concentrer indûment, dans les mains de quelques individus, une partie de la richesse publique.

Tant pis pour l'honorable ministre, mais je suppose qu'il est prêt à prendre sa médecine tout aussi bien que ses honorables collègues.

Il y a ici quelque part un pauvre innocent, un cultivateur. Je ne sais d'où il vient. J'ai lu son discours avec beaucoup d'attention, car c'est une lecture très intéressante. J'aimerais à trouver ce cultivateur, qui est un homme pratique, mais en le cherchant je rencontre Israël. Suivant son habitude, ce monsieur n'a abordé aucun sujet en particulier. Je parle de l'honorable ministre des Travaux publics.

Nous sommes peut-être obligés de nous soumettre aux lois, comme tous les autres citoyens, mais j'affirme que ce gouvernement conservateur d'Ottawa a empiété sur nos droits. Voilà notre attitude. Nous sommes prêts à la maintenir, mais nous voulons être bien compris.

Je vous ai dit quelques mots du mieux que j'ai pu. A 27 ans, je ne parlais pas un mot d'anglais. Je suis né dans une paroisse française, et j'avais 10 ans lorsque j'ai su qu'il y avait des Anglais sur la surface de la terre; mais mes fils ne seront pas dans la même position.

On soigne leur éducation, et ils n'auront pas à traverser cet état d'ignorance d'où le ministre est parvenu à sortir, ainsi qu'il le dit.

Voici, de la part du premier ministre, une autre phrase qui mérite d'attirer l'attention :

Le gouvernement dont le siège est dans ces édifices, prend chaque année \$36,000,000 ou plus sous forme de taxes. Les ministres qui dépensent cet argent ne le tirent pas de leur gousset, vous pouvez en être certains, mais ils le prennent dans votre bourse, dans la mienne, dans celle de tous les habitants de ce pays.

Que penserait le premier ministre si son gouvernement ne prenait que \$36,000,000 pour administrer les affaires publiques, et cependant il se plaignait de la prodigalité de ses prédécesseurs ?

Non seulement je reproche aux honorables membres de la droite de ne pas avoir tenu leurs promesses, mais je leur reproche d'avoir honteusement trompé le peuple, et je prédis qu'ils exploreront leur faute car je ne m'en laisse pas imposer par les élections partielles. Je sais parfaitement, et les honorables membres de la droite le savent aussi, ce que coûtent les élections partielles.

Je leur reproche d'abord d'abaisser le niveau de la moralité politique de ce pays à un degré auquel elle n'était jamais descendue. Ils sont arrivés au pouvoir respirant la vengeance, ils ont inauguré un véritable régime de terreur, distribuant des fonctionnaires à droite et à gauche. Souvent ils ont fait des semblants d'enquête, mais quelquefois ils étaient respectables et ont congédié des serviteurs de l'Etat sans aucune formalité.

Pendant que la guillotine jouait ainsi dans le pays, le premier ministre visitait l'Angleterre et disait, dans un discours qu'il prononçait là-bas, quel était l'objet de sa grande ambition. Dans certains cas peut-être, il pouvait y avoir des motifs, mais je dois dire que sur vingt-une destitutions, il y en avait vingt faites sans cause. Lorsqu'un homme entrainé dans les administrations publiques, il était entendu qu'il resterait en fonctions aussi longtemps qu'il exécuterait fidèlement les devoirs de sa charge. Dans un grand nombre de cas, des fonctionnaires publics avaient abandonné un emploi plus ou moins lucratif, et on traite ces gens avec une excessive rigueur en les destituant. Me plaçant à un point de vue purement politique, en ma qualité de membre de l'opposition, je ne m'en plains pas, car nous allons bientôt en appeler au peuple. Mais nous nous plaignons, parce que le gouvernement a abaissé le niveau de la moralité politique après son avènement au pouvoir, et ayant pour l'appuyer une majorité soumise, s'est servi de sa puissance pour se venger en destituant des fonctionnaires innocents pour les remplacer par ses propres amis. Il a inauguré son avènement par un acte de terrorisme.

Je blâme les coalitions des gouvernements du pays. Nous voyons le gouvernement actuel s'unir avec les gouvernements provinciaux d'un bout à l'autre du Canada.